



Syndicat national Force Ouvrière  
de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche

**Membre de la fédération FNEC FP-FO**

6/8 rue Gaston Lauriau 93513 MONTREUIL Cedex - Tél. : 01 56 93 22 88 - [foesr@foesr.fr](mailto:foesr@foesr.fr) - [www.foesr.fr](http://www.foesr.fr)

## Key Labs : les trois quarts de la recherche française au pain sec !

En décembre le PDG du CNRS, Antoine Petit, a discrètement annoncé que serait attribué un label dit « Key Labs » à 25 % des UMR dont le CNRS a la tutelle. Ces « laboratoires clé » seraient labellisés pour des périodes de 5 ans et recevraient l'essentiel des financements de recherche du CNRS. Ils devraient en outre à terme regrouper plus de la moitié des personnels CNRS.

Antoine Petit met ainsi lui-même en œuvre la logique « darwinienne » qu'il disait souhaiter pour la recherche : l'essentiel des moyens humains et budgétaires seraient concentrés sur une minorité de laboratoires. Pour autant, ces moyens seraient-ils réellement en hausse ? Même pas ! Compte tenu des budgets d'austérité infligés à l'ESR, ceci ne permettrait qu'un faible développement des activités de ces UMR labellisées « Key Labs ». Peut-être en revanche seraient-elles privilégiées dans la captation des financements externes, à commencer par ceux de l'U.E., vers laquelle un récent rapport de la Cour des comptes incite les laboratoires de recherche à se tourner pour trouver des subsides, énonçant même l'idée que la délivrance des dotations budgétaires françaises devraient être subordonnée à l'obtention préalable de projets de recherche européens. Ceci amplifierait les méthodes déjà utilisées de pré-sélection administrative des réponses aux grands appels à projet.

Il s'agit donc de mettre délibérément les trois quarts des UMR au pain sec et d'organiser leur mise en extinction. Ces UMR, considérées comme de seconde zone, ne pourront en effet trouver de financements de secours auprès d'universités qui sont en voie de faillite. L'avenir de leurs personnels contractuels, déjà sérieusement compromis par les coupes en cours, serait définitivement oblitéré ; quant à celui des chercheurs et personnels ITA statutaires, il serait gravement compromis, aussi bien au niveau des statuts que des missions et conditions de travail.

Ce projet s'articule avec les mesures d'austérité infligées par les politiques des gouvernements successifs : 900 millions d'euros en 2024, 630 millions pour 2025, plus d'un milliard et demi en deux ans !

Ce projet, concocté secrètement et hors de toute collégialité avec les instances scientifiques (les laboratoires à labelliser seraient déjà désignés), suscite la réprobation de la très grande majorité des chercheurs. Une pétition à l'initiative de directeurs d'UMR, faisant part d'une motion de défiance vis-à-vis du PDG et exigeant l'arrêt du projet de « Key Labs », a déjà recueilli en quelques jours près de 7000 signatures.

FO ESR soutient cette pétition ([à signer ici](#)). FO ESR s'associe à toutes les initiatives en cours pour faire barrage à ce projet néfaste et appelle en particulier à rejoindre le rassemblement à l'initiative d'une très large intersyndicale de l'ESR :

rassemblement le lundi 27 janvier à 12H30 devant le siège du CNRS.

Pour obtenir :

- > L'arrêt définitif du projet des « Keys Labs ».
- > Le maintien du CNRS et des autres EPST avec toutes leurs missions et toutes leurs unités, traitées de manière égale, le maintien du statut de chercheur à plein temps et du statut d'ITA.
- > La fin de la recherche sur projets et les dotations récurrentes et pérennes pour mener à bien toutes les missions de recherche.
- > L'arrêt de la contractualisation tous azimuts des personnels de la recherche, la titularisation de tous les contractuels qui le souhaitent.
- > La fin des budgets d'austérité, les dotations en postes et en budget pour poursuivre et développer toutes les activités de recherche.

Montreuil, le 22 janvier 2025